

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1973

[2009/202438]

## 30 AVRIL 2009. — Décret relatif au Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"

**Art. 2.** Le "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" est transféré à l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

L'organisme d'intérêt public subsiste, toutefois, en sa seule qualité d'employeur du personnel statutaire dont question à l'article 4, § 2, du présent décret.

Les modalités de transfert font l'objet d'une convention entre la Région et l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

Cette convention mentionne notamment les modalités de liquidation des subsides, de remboursement des rémunérations du personnel statutaire, l'engagement de poursuivre l'activité du Centre et la présence d'un délégué de l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" à titre consultatif au sein du Conseil d'administration de l'organisme d'intérêt public.

**Art. 3.** Les biens meubles et immeubles du "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" de même que l'ensemble de ses actifs et passifs sont cédés à l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel contractuel du "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" sont repris par l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

§ 2. Les membres du personnel statutaire du "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" sont, à leur choix, soit en mission d'intérêt général auprès de l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré", soit transférés au Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers".

A défaut, pour le membre du personnel d'effectuer un choix, il sera affecté par le Gouvernement soit à un emploi au sein de ses services, soit à un emploi auprès d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Région.

Les membres du personnel statutaire restent soumis au statut qui leur est applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et aux évolutions de celui-ci.

Ces membres du personnel gardent leur grade et leur qualité. Ils conservent au moins les rétributions et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de la suppression de leur institution.

§ 3. Des promotions peuvent être accordées aux membres du personnel statutaire mis à la disposition de l'intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré", sur proposition des organes de cette intercommunale.

## CHAPITRE II. — Modifications apportées au décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne

**Art. 5.** Dans l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit et il est ajouté n 4<sup>o</sup> :

3<sup>o</sup> "la législation hospitalière" : la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;

4<sup>o</sup> "le budget des moyens financiers" : le budget visé à l'article 95 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008."

**Art. 6.** L'intitulé du Chapitre II du même décret est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE II. — La création des centres."

**Art. 7.** A l'article 3 du même décret les mots "centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers" sont remplacés par "centre régional de soins psychiatriques "Les Marronniers", en abrégé CRP "Les Marronniers".

**Art. 8.** Entre l'article 3 et l'article 4 du même décret, il est inséré un nouveau titre de chapitre rédigé comme suit : "CHAPITRE IIbis. — Les missions du CRP "Les Marronniers".

**Art. 9.** Dans l'article 4 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : "Le centre a pour mission de gérer l'hôpital psychiatrique, la section de défense sociale et la maison de soins psychiatriques."

**Art. 10.** Dans l'article 5 du même décret, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

"Le centre peut participer à une association de droit public ou à une association sans but lucratif constituée avec d'autres pouvoirs publics et/ou des personnes morales autres que celles qui ont un but lucratif de cette association a pour objet :

1<sup>o</sup> la création médico-sociale ou l'aide à la gestion;

2<sup>o</sup> la création en commun d'un service complémentaire lié à l'exercice de sa mission;

3<sup>o</sup> l'acquisition ou la gestion en commun d'un appareillage médical ou de service médico-techniques."

**Art. 11.** Dans le chapitre III du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'article 6 est abrogé.

**Art. 12.** L'article 7 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. Le Gouvernement est seul compétent pour les matières suivantes en ce qui concerne exclusivement le centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" :

1<sup>o</sup> l'établissement du projet de budget annuel soumis à l'approbation du Parlement wallon;

2<sup>o</sup> l'autorisation de conclure tout contrat ou convention pour un montant égal ou supérieur à 620.000 euros (H.T.V.A.);

3<sup>o</sup> l'autorisation de toute conclusion d'emprunts."

**Art. 13.** Dans le chapitre III du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

*"Section 2. — Le Conseil d'administration du CRP "Les Marronniers".*

**Art. 14.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 8 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

§ 2. Assistent aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative :

- 1° le directeur général et le directeur général adjoint;
- 2° le médecin en chef;
- 3° le chef du département infirmier;
- 4° le directeur des services paramédicaux et psychosociaux;
- 5° un représentant de la DG05 Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, ayant au moins rang de directeur;
- 6° les deux commissaires du Gouvernement désignés auprès du centre;
- 7° un représentant par organisation syndicale représentative en qualité d'observateur."

**Art. 16.** Dans l'article 9 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les mots ", qui forment un bureau avec le directeur général et le directeur général adjoint" sont insérés après les mots "du conseil d'administration".

**Art. 17.** Dans l'article 10 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les §§ 2 à 5 sont abrogés.

**Art. 18.** L'article 12 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Conformément aux articles 15, § 1<sup>er</sup>, et 16 de la législation hospitalière et sans préjudice des compétences du conseil médical, le Conseil d'administration est chargé de la gestion du Centre et dispose pour ce faire de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Centre, notamment :

- 1° la proposition d'avant-projet de budget annuel et le plan stratégique trisannuel à soumettre au Gouvernement;
- 2° la prise des décisions relatives à la transformation et la suppression de services, sections, fonctions et programmes existants, la création de nouveaux services, sections, fonctions et programmes et l'extension ou la réduction de la capacité du centre, dans les limites et aux conditions de la législation et de la réglementation en vigueur en cette matière;
- 3° la proposition au Ministre, dans la mesure où le centre est concerné, du programme de construction et d'investissement;
- 4° la désignation du médecin en chef et des médecins chefs de service;
- 5° le recrutement ou l'engagement, la promotion et le licenciement des membres du personnel;
- 6° la conclusion d'accords avec d'autres hôpitaux ou d'autres institutions de santé concernant la prestation de soins et la formation;
- 7° les attributions de compétences au comité de direction sur la proposition de celui-ci;
- 8° dans le cadre des marchés publics :
  - l'approbation de l'objet du marché, pour autant que la dépense excède les montants fixés à l'article 120 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 et à l'article 108 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;
  - la sélection des candidats pour un marché;
  - l'attribution du marché, pour autant que la dépense excède le montant de 250.000 euros (T.V.A. exclue);
- 9° la conclusion des emprunts nécessaires aux investissements et au fonctionnement moyennant l'autorisation du Gouvernement;
- 10° la décision des prises de participation du centre dans le capital d'autres organismes ou sociétés en vue de la réalisation de sa mission, telle que définie par le présent décret, moyennant l'autorisation du Gouvernement;
- 11° l'arrêt de la liste des créances irrécouvrables.

§ 2. Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs prévus au § 1<sup>er</sup>, 5° au Bureau.

Dans le cadre des marchés publics visés au § 1<sup>er</sup>, 8°, les pouvoirs suivants sont transmis par le Conseil d'administration au directeur général :

- choisir le mode d'attribution, déterminer le cahier des charges et mettre en œuvre la procédure, le cas échéant, après que l'objet du marché ait été approuvé par le Comité de direction ou par le Conseil d'administration;
- dans le cadre des marchés publics, attribuer les marchés, pour autant que la dépense n'excède pas le montant de 250.000 euros (T.V.A. exclue). Trimestriellement, le directeur général informe le Conseil d'administration des dépenses effectuées dans ce cadre.

§ 3. Le Gouvernement peut modifier les montants visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 8°, et 2 pour les mettre en concordance avec les arrêtés royaux qui sont pris en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services."

**Art. 19.** A l'article 13 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les mots ", §§ 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, d'être présentes" sont remplacés par ", ainsi qu'au secrétaire du Conseil d'administration, d'être présents".

**Art. 20.** Dans l'article 15 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les mots "de l'hôpital psychiatrique" est remplacé par les mots "général".

**Art. 21.** L'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

"Le Conseil émet son avis dans les deux mois de la réception de la demande, sauf si le Gouvernement fixe un autre délai. A défaut d'avis dans ce délai, la formalité est réputée avoir été accomplie."

**Art. 22.** Dans le chapitre III du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, il est inséré, après l'article 17, une section 2/1, comportant les articles 17/1 à 17/7, rédigée comme suit :

*"Section 2/1. — Le conseil d'administration du centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"*

Art. 17/1. Le centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" est administré par un Conseil d'administration composé de six membres désignés par le Gouvernement. Assiste aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative, un délégué de l'Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

Le Gouvernement désigne, parmi les administrateurs, un président et un vice-président.

Art. 17/2. Les membres du Conseil d'administration sont désignés pour un mandat de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

Art. 17/3. Les membres du Conseil d'administration visés à l'article 17/1 ne peuvent avoir plus de soixante-cinq ans à la date de leur désignation.

Art. 17/4. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'OIP.

Art. 17/5. Il est interdit aux membres du conseil d'administration d'être présents au conseil d'administration lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération, portant sur un objet à propos duquel ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel de tout autre hôpital, institution ou service de soins.

Art. 17/6. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 17/7. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires du Gouvernement."

**Art. 23.** Dans le chapitre III du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

*"La gestion journalière du CRP "Les Marronniers". "*

**Art. 24.** Dans le chapitre III, section 3 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'intitulé de la sous-section première est remplacé par ce qui suit :

*"La Direction générale du centre."*

**Art. 25.** L'article 18 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

*"Art. 18. Le centre est dirigé par un directeur général.*

*Il est assisté d'un directeur général adjoint.*

*Le directeur général et le directeur général adjoint sont désignés par le Gouvernement, sur proposition du Conseil d'administration au terme d'une procédure déterminée par le Gouvernement."*

**Art. 26.** L'article 19 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

*"Art. 19. Le directeur général du centre et le directeur général adjoint sont placés sous l'autorité du conseil d'administration.*

*Le directeur général exécute les décisions du conseil d'administration en étroite collaboration avec le Comité de direction visé à l'article 22.*

*Il communique au conseil d'administration toutes les informations utiles au fonctionnement du centre. Il veille à ce que, à chaque réunion du conseil d'administration, un point de l'ordre du jour reprenne le compte rendu des activités du Comité de direction.*

*Le directeur général dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, la gestion quotidienne de l'activité journalière.*

*Le directeur général préside le Comité de Concertation de base.*

*Le conseil d'administration peut, dans les conditions qu'il détermine, autoriser le directeur général à déléguer une partie de ses pouvoirs ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.*

*Le directeur général représente le centre dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte sans avoir à justifier d'une décision du conseil d'administration.*

*Le directeur général adjoint assiste le directeur général dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées sur base de la répartition des tâches fixée par le conseil d'administration sur proposition du directeur général.*

*En cas d'empêchement du directeur général, ses pouvoirs sont exercés par le directeur général adjoint, ou à défaut de ce dernier, par un membre du personnel du centre désigné par le conseil d'administration."*

**Art. 27.** Les articles 20 et 21 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne sont abrogés.

**Art. 28.** Dans le chapitre III, section 3 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, l'intitulé de la sous-section 2 est remplacé par ce qui suit :

*"Le Comité de direction".*

**Art. 29.** L'article 22 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne est remplacé par ce qui suit :

*"Art. 22. Il est créé au sein du centre un Comité de direction chargé d'assister le directeur général.*

*Le Comité de direction est composé du directeur général du centre, du directeur général adjoint, du médecin en chef, du chef du département infirmier, du directeur du département paramédical et psychosocial, du directeur financier, du directeur administratif et du pharmacien hospitalier.*

*Le directeur général préside le Comité de direction.*

*Le Comité de direction peut inviter toute personne à assister à une de ses réunions en vue d'apporter à celui-ci les informations qui lui sont nécessaires."*

**Art. 30.** Les articles 23, 25, 26 et 27 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne sont abrogés.

**Art. 31.** L'article 28 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 28. Le Comité de direction établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Conseil d'administration."

**Art. 32.** L'article 30 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Les charges résultant de l'exécution des missions du CRP "Les Marronniers" sont couvertes par :

- 1° des recettes provenant de ses activités;
- 2° des recettes provenant de son patrimoine et de sa trésorerie;
- 3° des soldes non utilisés des exercices antérieurs;
- 4° d'un fond de roulement à charge de la Région ou de subventions;
- 5° de dons et legs;
- 6° des emprunts contractés en vue de réaliser son objet social.

Le Gouvernement est autorisé à donner la garantie régionale pour les emprunts visés à l'alinéa précédent à concurrence d'un montant fixé lors de l'adoption du budget régional.

§ 2. Le conseil d'administration du CRP "Les Marronniers" veille à maintenir les engagements et les ordonnancements de dépenses du centre résultant de l'exécution de ses missions dans les limites de ses recettes budgétaires.

Si le résultat de l'exercice est déficitaire, dans le mois qui suit l'arrêt des comptes par le conseil d'administration, celui-ci présente au Ministre un rapport justificatif du déficit en isolant les éléments non couverts par le budget des moyens financiers ou par d'autres recettes découlant des missions légales du centre.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut accepter de prendre en charge tout ou partie du déficit.

Indépendamment du résultat de l'exercice, sur proposition du Ministre, et à la demande du conseil d'administration du centre, le Gouvernement peut couvrir par une recette particulière toute dépense découlant d'une disposition décrétole ou réglementaire régionale ou d'un accord social régional, pour autant qu'elle ne soit pas déjà entièrement couverte par une autre source de financement."

**Art. 33.** Dans le Chapitre VI du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les articles 31 à 37 forment une nouvelle section première intitulée comme suit :

"Section 1<sup>re</sup>. — Le centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"."

**Art. 34.** Dans le Chapitre VI du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, il est inséré à la suite de l'article 37 une nouvelle section 2, comportant les articles 37/1 à 37/8, rédigée comme suit :

"Section 2. — Le CRP "Les Marronniers."

Art. 37/1. § 1<sup>er</sup>. Le contrôle du centre est exercé par le Gouvernement à l'intervention de deux commissaires qu'il désigne et qui exercent leur mission, conformément aux dispositions prévues au décret du 12 février 2004 relatif au commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

§ 2. Lorsque le Conseil d'administration a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets et arrêtés, le Gouvernement peut le mettre en demeure de prendre la mesure ou d'exécuter l'acte dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le conseil d'administration n'a pas pris la mesure ou exécuté l'acte, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision est transmise au Parlement wallon.

Art. 37/2. Le projet de budget annuel du centre est établi par le Gouvernement sur la proposition du conseil d'administration du centre. Il est annexé au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Parlement wallon.

Art. 37/3. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 37/4. Le conseil d'administration présente au Gouvernement des situations périodiques, au moins semestrielles, et un rapport annuel sur les activités du centre. Le Gouvernement arrête les modèles de tableaux de bord à présenter, sur la base de la législation hospitalière en vigueur.

Le conseil d'administration dresse le compte annuel d'exécution de son budget, le bilan et le compte de résultats, au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit celle de la gestion, conformément aux dispositions de la législation hospitalière.

Le bilan et le compte de résultats font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Parlement wallon en annexe du compte général de la Région wallonne.

Art. 37/5. Le Gouvernement organise le contrôle des engagements.

Art. 37/6. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° à la présentation du budget;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Le Gouvernement fixe les règles relatives au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine et au mode de calcul et à la fixation du montant maximum des réserves et provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 37/7. Le centre n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent décret.

Art. 37/8. Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle à effectuer par les réviseurs d'entreprises, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, qu'il désigne.

**Art. 35.** L'article 38 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est abrogé.

**Art. 36.** Dans le chapitre VII du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, il est inséré une nouvelle section première intitulée comme suit :

*"Section 1<sup>re</sup>. — Le centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies"."*

**Art. 37.** L'article 39 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, est remplacé par ce qui suit :

*"Art. 39. Le personnel transféré conserve la qualité, la rémunération et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son transfert. Toutefois, il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au centre."*

**Art. 38.** Dans le chapitre VII du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, il est inséré, à la suite de l'article 39, une nouvelle section 2, comportant les articles 39/1 et 40, rédigée comme suit :

*"Section 2. — Le CRP "Les Marronniers"."*

*"Art. 39/1. Le Gouvernement arrête le statut administratif et pécuniaire et le cadre de personnel du centre.*

*Le livre III "les congés et autres absences des agents" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne est applicable aux agents du centre."*

**Art. 39.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, les 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> sont abrogés."

**Art. 40.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il est ajouté un 17<sup>o</sup> rédigé comme suit : "le centre régional de soins psychiatriques "Les Marronniers".

**Art. 41.** L'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est applicable au personnel du centre.

**Art. 42.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009, à l'exception de l'article 40 qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et dans délai maximum d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 974 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1973

[2009/202438]

**30 APRIL 2009. — Decreet betreffende het Psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — *Psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"*

**Art. 2.** Het "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" wordt overgedragen aan de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

De instelling van openbaar nut blijft evenwel bestaan in haar hoedanigheid van werkgever van het statutaire personeel bedoeld in artikel 4, § 2, van dit decreet.

De overdrachtmodaliteiten zijn het voorwerp van een overeenkomst tussen het Gewest en de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré".

De overeenkomst vermeldt o.a. de modaliteiten voor de betaling van de subsidies, voor de terugbetaling van de lonen van het statutaire personeel, voor de verbintenis tot voortzetting van de activiteit van het Centrum en de aanwezigheid van een afgevaardigde van de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" als adviseur binnen de raad van bestuur van de instelling van openbaar nut.

**Art. 3.** De roerende en onroerende goederen van het "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies", alsook het geheel van de activa en passiva ervan, worden aan de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" afgestaan.

**Art. 4. § 1.** De contractuele personeelsleden van het "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" worden door de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" overgenomen.

§ 2. De statutaire personeelsleden van het "Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" mogen kiezen tussen een opdracht van algemeen belang bij de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" en een overplaatsing naar het Psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers".

Het personeelslid dat niet zelf beslissen kan, wordt door de Regering aangesteld hetzij op een betrekking binnen haar diensten, hetzij op een betrekking bij een instelling van openbaar nut die onder het Gewest ressorteert.

De statutaire personeelsleden blijven onderworpen aan het statuut dat op hen toepasselijk is op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en aan de wijzigingen hiervan.

Die personeelsleden behouden hun graad en hoedanigheid. Zij behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of verkregen zouden hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij op de datum van de afschaffing van hun instelling bekleedden.

§ 3. Er kunnen bevorderingen toegekend worden aan de statutaire personeelsleden die ter beschikking van de intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré" gesteld worden, op voorstel van haar organen.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aangebracht in het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest*

**Art. 5.** In artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest wordt punt 3° vervangen als volgt en wordt een punt 4° ingevoegd :

3° "de wetgeving op de ziekenhuizen" : de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008;

4° "de begroting van de financiële middelen" : de begroting bedoeld in artikel 95 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008."

**Art. 6.** Het opschrift van Hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de centra*"

**Art. 7.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de woorden "centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers" vervangen door de woorden "centre régional de soins psychiatriques "Les Marronniers", afgekort CRP "Les Marronniers".

**Art. 8.** Tussen artikel 3 en artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstukopschrift ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK IIbis. — *Opdrachten van het CRP "Les Marronniers"*

**Art. 9.** In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : "Het centrum wordt belast met het beheer van het psychiatrisch ziekenhuis, van de afdeling sociale defensie en van het psychiatrische verzorgingsstehuis."

**Art. 10.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

"Het centrum mag deelnemen in een publiekrechtelijke vereniging of in een vereniging zonder winstoogmerk opgericht met andere overheden en/of andere rechtspersonen dan die met een winstoogmerk, met als opdrachten :

1° de sociaal-medische creatie of de hulpverlening bij het beheer;

2° de gezamenlijke oprichting van een bijkomende dienst i.v.m. de uitoefening van zijn opdracht;

3° de aankoop of het gemeenschappelijk beheer van een medische apparatuur of van medisch-technische dienst."

**Art. 11.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt artikel 6 opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 7 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. Wat uitsluitend het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" betreft, is alleen de Regering bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

1° de opstelling van het ontwerp van jaarlijkse begroting dat ter goedkeuring aan het Waals Parlement voorgelegd wordt;

2° de machtiging om elk contract of elke overeenkomst van 620.000 euro of meer (excl. BTW) te sluiten;

3° de machtiging om elke lening aan te gaan."

**Art. 13.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt :

"Afdeling 2 — Raad van bestuur van het CRP "Les Marronniers"."

**Art. 14.** In artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

"§ 2. De vergaderingen van de Raad van bestuur worden met raadgevende stem bijgewoond door :

1° de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal;

2° de hoofdgeneesheer;

3° het hoofd van het departement verpleegkunde;

4° de directeur van de paramedische en psychosociale diensten;

5° een vertegenwoordiger van de DG05 Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, met minstens de rang van directeur;

6° de twee regeringscommissarissen die bij het centrum aangewezen zijn;

7° een vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie, als waarnemer."

**Art. 16.** Artikel 9 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt gewijzigd als volgt : "De voorzitter en de twee ondervoorzitters van de raad van bestuur worden door de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in artikel 8, § 1, 1° en 2°, en vormen samen met de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal een bureau."

**Art. 17.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, worden de §§ 2 tot 5 opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 12 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. § 1. Overeenkomstig de artikelen 15, § 1, en 16, van de wetgeving op de ziekenhuizen en onverminderd de bevoegdheden van de medische raad, wordt de Raad van bestuur belast met het beheer van het Centrum en beschikt hij daartoe over de middelen die nodig zijn voor de administratie van het Centrum, met name :

1° het voorstel van voorontwerp van jaarlijkse begroting en het driejaarlijkse strategisch plan die aan de Regering overgelegd moeten worden;

2° de besluitvorming betreffende de verbouwing en de afschaffing van bestaande diensten, afdelingen, functies en programma's, de oprichting van nieuwe diensten, afdelingen, functies en programma's en de uitbreiding of de beperking van de capaciteit van het centrum, binnen de perken en onder de voorwaarden van de wetgeving en de regelgeving die op dat gebied van kracht zijn;

3° de overlegging van het bouw- en investeringsprogramma aan de Minister, voor zover het centrum betrokken is;

4° de aanwijzing van de hoofdgeneesheer en van de geneesheren diensthouders;

5° de werving of de indienstneming, de bevordering en het ontslag van de personeelsleden;

6° het sluiten van overeenkomsten met andere ziekenhuizen of andere verzorgingsinrichtingen i.v.m. zorgverstrekking en vorming;

7° de toekenning van bevoegdheden aan het directiecomité op zijn verzoek;

8° wat de overheidsopdrachten betreft :

- de goedkeuring van het voorwerp van de overheidsopdracht, voor zover de uitgave hoger is dan de bedragen bedoeld in artikel 120 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en in artikel 108 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;

- de selectie van de kandidaten voor een overheidsopdracht;

- de toewijzing van de overheidsopdracht, voor zover de uitgave het bedrag van 250.000 euro (excl. BTW) overschrijdt;

9° het sluiten van de leningen die nodig zijn voor de investeringen en voor de werking, mits toestemming van de Regering;

10° de beslissing waarbij het centrum participaties neemt in het kapitaal van andere instellingen of maatschappijen met het oog op de uitvoering van zijn opdracht, zoals bepaald bij dit decreet, mits toestemming van de Regering;

11° de vastlegging van de lijst van de niet-invorderbare schuldvorderingen.

§ 2. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden die in § 1, 5°, vastliggen, geheel of gedeeltelijk aan het Bureau overdragen.

Wat betreft de overheidsopdrachten bedoeld in § 1, 8°, worden de volgende bevoegdheden door de raad van bestuur aan de directeur-generaal overgedragen :

- de keuze van de wijze van toewijzing, de bepaling van het bestek en de tenuitvoerlegging van de procedure, desgevallend, na goedkeuring van het voorwerp van de overheidsopdracht door het Directiecomité of door de raad van bestuur;

- de overheidsopdrachten toewijzen voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 250.000 euro (excl. BTW). De directeur-generaal geeft de Raad van bestuur om de drie maanden kennis van die uitgaven.

§ 3. De Regering kan de in de §§ 1, 8°, en 2, bedoelde bedragen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de koninklijke besluiten genomen krachtens de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten."

**Art. 19.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, worden de woorden ", §§ 1, 2 en 3, mogen niet aanwezig zijn" vervangen door de woorden ", alsook de secretaris van de raad van bestuur, mogen niet aanwezig zijn".

**Art. 20.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, worden de woorden "directeur van dat ziekenhuis" vervangen door de woorden "directeur-generaal".

**Art. 21.** Artikel 16, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"De Raad brengt advies uit binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek, behalve als de Regering een andere termijn vastlegt. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt de formaliteit geacht te zijn vervuld."

**Art. 22.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt na artikel 17 een afdeling 2/1 met de artikelen 17/1 tot 17/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 2/1. — Raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"."

**Art. 17/1.** Het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit zes leden die door de Regering aangewezen worden. De vergaderingen van de raad van bestuur worden bijgewoond door een afgevaardigde van de Intercommunale "Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré", die raadgevende stem heeft.

De Regering wijst onder de bestuurders een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

Art. 17/2. De leden van de raad van bestuur worden aangewezen voor een mandaat van vijf jaar.

Het mandaat is hernieuwbaar.

Art. 17/3. De leden van de Raad van bestuur bedoeld in artikel 17/1 mogen op de datum van hun aanwijzing niet ouder zijn dan vijfenzeftig jaar.

Art. 17/4. De raad van bestuur beschikt over alle middelen die nodig zijn voor de administratie van het OIP.

Art. 17/5. De leden van de raad van bestuur mogen niet aanwezig zijn op de raad van bestuur bij de behandeling of de bespreking van een punt betreffende een aangelegenheid waarbij ze een rechtsreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, bestuurder of personeelslid van elk ander ziekenhuis of van elke andere verzorgingsinstelling of -dienst.

Art. 17/6. De raad van bestuur maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 17/7. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld dat aan de leden van de raad van bestuur en aan de Regeringscommissarissen toegekend moet worden."

**Art. 23.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt :

"Dagelijks beheer van het CRP "Les Marronniers"."

**Art. 24.** In hoofdstuk III, afdeling 3, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt het opschrift van onderafdeling I vervangen als volgt :

"Algemene directie van het centrum".

**Art. 25.** Artikel 18 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. Het centrum wordt door een directeur-generaal geleid.

Hij wordt bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden op de voordracht van de raad van bestuur door de Regering aangewezen na afloop van een procedure die door de Regering bepaald wordt."

**Art. 26.** Artikel 19 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 19. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal staan onder het gezag van de raad van bestuur.

De directeur-generaal voert de beslissingen van de raad van bestuur uit in nauwe samenwerking met het Directiecomité bedoeld in artikel 22.

Hij geeft de raad van bestuur alle informatie die nodig is voor de werking van het centrum. Hij zorgt ervoor dat het verslag over de activiteiten van het directiecomité op elke vergadering van de raad van bestuur een agendapunt vormen.

De directeur-generaal leidt het personeel en neemt het beheer van de dagelijkse activiteit waar onder het gezag en het toezicht van de raad van bestuur.

De directeur-generaal zit het basisoverlegcomité voor.



De raad van bestuur kan, onder de voorwaarden die hij stelt, de directeur-generaal ertoe machtigen een deel van zijn bevoegdheden alsook de ondertekening van bepaalde stukken en briefwisselingen te delegeren.

De directeur-generaal vertegenwoordigt het centrum in de gerechtelijke en extragerechtelijke akten en handelt op geldige wijze in eigen naam en voor eigen rekening zonder het bewijs van een beslissing van de raad van bestuur te moeten leveren.

De adjunct-directeur-generaal staat de directeur-generaal bij in de uitvoering van de taken die hem toegewezen worden op basis van de takenverdeling die door de raad van bestuur bepaald wordt op voorstel van de directeur-generaal.

In geval van verhindering van de directeur-generaal worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-directeur-generaal, of bij diens verhindering, door een personeelslid van het centrum dat door de raad van bestuur aangewezen wordt."

**Art. 27.** De artikelen 20 en 21 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, worden opgeheven.

**Art. 28.** In hoofdstuk III, afdeling 3, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt het opschrift van onderafdeling 2 vervangen als volgt :

"Het Directiecomité".

**Art. 29.** Artikel 22 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 22. Binnen het centrum wordt een directiecomité opgericht dat de directeur-generaal zal bijstaan.

Het Directiecomité is samengesteld uit de directeur-generaal van het centrum, de adjunct-directeur-generaal, de hoofdgeneesheer, het hoofd van het verpleegkundig departement, de directeur van het paramedisch en psychosociaal departement, de financiële directeur, de administratieve directeur en de ziekenhuisapotheker.

De directeur-generaal zit het Directiecomité voor.

Het Directiecomité kan elke persoon met nuttige informatie op één van zijn vergaderingen uitnodigen."

**Art. 30.** De artikelen 23, 25, 26 en 27 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, worden opgeheven.

**Art. 31.** Artikel 28 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 28. Het Directiecomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur."

**Art. 32.** Artikel 30 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

"Art. 30. § 1. De lasten i.v.m. de uitvoering van de opdrachten van het CRP "Les Marronniers" worden gedekt door :

1° ontvangsten uit zijn activiteiten;

2° ontvangsten uit zijn patrimonium en zijn schatkist;

3° niet opgebruikte saldi van de vorige boekjaren;

4° een kapitaalfonds ten laste van het Gewest of een subsidiefonds;

5° giften et legaten;

6° leningen aangegaan om zijn doel te verwezenlijken.

De Regering mag de gewestelijke waarborg voor de in het vorige lid bedoelde leningen geven naar rato van een bedrag dat vastgelegd wordt bij de aanneming van de gewestelijke begroting.

§ 2. De raad van bestuur van het CRP "Les Marronniers" zorgt ervoor dat de vastleggingen en ordonancerings van uitgaven van het centrum i.v.m. de uitvoering van zijn opdrachten binnen de perken van zijn begrotingsontvangsten gehouden worden.

Indien het resultaat van het boekjaar deficitair is, legt de Raad van bestuur binnen de maand nadat hij de rekeningen heeft vastgelegd een rapport met de rechtvaardiging van het tekort aan de Minister over, waarbij de elementen die niet gedekt worden door de begroting van de financiële middelen of door andere ontvangsten uit de wettelijke opdrachten van het centrum apart gehouden worden.

Op voorstel van de Minister kan de Regering aanvaarden om een deel of het geheel van het tekort ten laste te nemen.

Afgezien van het resultaat van het boekjaar kan de Regering, op voorstel van de Minister en op verzoek van de raad van bestuur van het centrum, elke uitgave die resulteert uit een gewestelijke decreets- of reglementsbevestiging of uit een sociaal akkoord met een bijzondere ontvangst dekken voor zover ze nog niet volledig gedekt is door een andere financieringsbron."

**Art. 33.** In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, vormen de artikelen 31 tot 37 een nieuwe afdeling 1, luidend als volgt :

"Afdeling 1. — Het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"."

**Art. 34.** In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt na artikel 37 een afdeling 2 met de artikelen 37/1 tot 37/8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 2. — Het CRP "Les Marronniers"

Art. 37/1. § 1. De controle op het centrum wordt door de Regering uitgeoefend via twee commissarissen die zij aanwijst en die hun opdracht vervullen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

§ 2. Wanneer de raad van bestuur vergeten heeft een maatregel te nemen of een bij wet, decreet of besluit bepaalde akte uit te voeren, kan de Regering hem aanmanen de maatregel te nemen of de akte uit voeren binnen een welbepaalde termijn.

Indien de raad van bestuur na afloop van de termijn de maatregel niet heeft genomen of de akte niet heeft uitgevoerd, kan de Regering zich in zijn plaats stellen.

De beslissing wordt aan het Waals Parlement overgemaakt.

Art. 37/2. Het ontwerp van jaarbegroting van het centrum wordt door de Regering opgemaakt op voorstel van de raad van bestuur van het centrum. Het wordt bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en ter goedkeuring aan het Waals Parlement voorgelegd.

Art. 37/3. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten waarin het begrotingsontwerp voorziet, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegelaten worden door de begroting van het vorige jaar.

Indien de kredietoverschrijdingen een hogere financiële tegemoetkoming van het Gewest tot gevolg hebben dan die waarin zijn begroting voorziet, moeten ze vooraf goedgekeurd worden door de stemming van een overeenstemmend krediet op de begroting van het Gewest.

Art. 37/4. De raad van bestuur bezorgt de Regering periodieke toestanden, minstens om de zes maanden, en een jaarverslag over de activiteiten van het centrum. De Regering bepaalt de modellen van de over te leggen instrumentenborden op basis van de van kracht zijnde wetgeving op de ziekenhuizen.

De Raad van bestuur maakt uiterlijk 30 juni van het jaar na dat van het beheer de jaarlijkse uitvoeringsrekening van zijn begroting, de balans en de resultatenrekening op, overeenkomstig de bepalingen van de wetgeving op de ziekenhuizen.

De balans en de resultatenrekening zijn het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende begrotingsregeling, dat als bijlage bij de algemene rekening van het Waalse Gewest aan het Waals Parlement overgelegd wordt.

Art. 37/5. De Regering organiseert de controle op de vastleggingen.

Art. 37/6. De Regering bepaalt de regels betreffende :

1° de overlegging van de begroting;

2° de boekhouding;

3° de overlegging van de rekeningen;

4° de periodieke toestanden en verslagen.

De Regering bepaalt de regels betreffende de wijze van schatting van de bestanddelen van het patrimonium en de wijze van berekening en de vastlegging van het maximumbedrag van de reserves en voorschotten die nodig zijn vanwege de aard van de activiteiten van de instelling.

Art. 37/7. Het centrum gebruikt zijn activa en beschikbare middelen slechts om de opdrachten te vervullen die hem bij dit decreet toegewezen worden.

Art. 37/8. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle die uitgevoerd moet worden door de bedrijfsrevisoren, leden van het Instituut van bedrijfsrevisoren, die zij aanwijst."

**Art. 35.** Artikel 38 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

**Art. 36.** Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt aangevuld met een nieuwe afdeling 1, luidend als volgt :

*"Afdeling 1. — Het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies"."*

**Art. 37.** Artikel 39 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt vervangen als volgt :

*"Art. 39. Het overgedragen personeel behoudt de hoedanigheid, de bezoldiging en de anciënniteit die het voor zijn overplaatsing had. Het behoudt de voordelen i.v.m. de uitoefening van een ambt slechts voor zover de desbetreffende toekenningsvoorwaarden behouden worden in het centrum."*

**Art. 38.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003 houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest, wordt na artikel 39 een afdeling 2 met de artikelen 39/1 en 40 ingevoegd, luidend als volgt :

*"Afdeling 2. — Het CRP "Les Marronniers"*

*"Art. 39/1. Het administratief en geldelijk statuut en de personeelsformatie van het centrum worden door de Regering vastgelegd.*

*Boek III "verlofdagen en andere afwezigheden van de personeelsleden" van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode is toepasselijk op de personeelsleden van het centrum."*

**Art. 39.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden de punten 2° en 3° geschrapt.

**Art. 40.** Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt : " le centre régional de soins psychiatriques "Les Marronniers".

**Art. 41.** Artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden is toepasselijk op het personeel van het centrum.

**Art. 42.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2009, met uitzondering van artikel 40, dat in werking treedt op de door de Regering vastgelegde datum en binnen hoogstens een jaar, met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement 974 (2008-2009). Nrs. 1 tot 11.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 1 april 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1974

[2009/202416]

**14 MAI 2009.** — **Arrêté du Gouvernement wallon fixant pour l'exercice 2009 le montant forfaitaire par habitant en vue de l'octroi des subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes agréés sur la base du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, notamment le chapitre VI;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, notamment le chapitre X;

Vu le rapport et l'avis rendu par la Commission consultative en matière d'assuétudes, le 9 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 2009;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année 2009, le montant par habitant est fixé à 0.34 €.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 3.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE